Burundi : le système statistique national "souffre d'énormes faiblesses"

@rib News, 13/11/2016 - Source Xinhua Le systÃ¨me statistique national "souffre d'Ã©normes faiblesses", apprend-on auprÃ¨s du directeur gÃ©nÃ©ral de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), Nicolas Ndayishimiye. "Bien que le Gouvernement Burundais ait accompli d'Ã©normes progrÃ¨s au niveau du cadre lÃ©gal en promulguant la loi statistique et en adoptant la charte africaine de la statistique, il y a lieu de dÃ©plorer cependant, des faiblesses rÃ©currentes au niveau de la coordination du systÃ¨me statistique national", a prÃ©cisÃ© le directeur gÃ©nÃ©ral Ndayishimiye.

Annonce faite au cours d'une interview accordÃ©e Ã Xinhua pour dresser un Ã©tat des lieux ad hoc Ã la veille de la journÃ©e africaine de la statistique, commÃ©morÃ©e le 18 novembre de chaque annÃ©e. Bien que la Constitution burundaise accorde Ã l'ISTEEBU une prÃ©rogative technique de coordination du systÃ¨me statistique national, a-t-il affirmÃ©, force est de constater en revanche que "tous les contours liÃ©s Ã cette coordination ne sont pas encore maÃ®trisÃ©es par les diverses rouages de l'administration publique burundaise au niveau technique ; d'oÃ¹ la persistance des chevauchements, des duplications de certaines activitÃ©s. Pourtant, a-t-il fait remarquer, la bonne coordination des services Ã©tatiques burundais en matiÃ¨re statistique, auraient pu "produire des effets positifs et Ã©conomiser les moyens au profit de l'Ã©conomie burundaise", a-t-il ajoutÃ©. Pour illustrer cet Ã©tat de fait sur les chevauchements en matiÃ¨re statistique au Burundi, il a fait remarquer qu'Ã cÃ´tÃ© des donnÃ©es sur les prix des denrÃ©es alimentaires fournies par l'ISTEEBU en matiÃ¨re nutritionnelle, on constate aussi que le ministÃ¨re burundais en charge de l'agriculture et l'antenne locale de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), publient Ã©galement leurs propres chiffres. "C'est une situation de malaise Ã laquelle il faudrait remÃ©dier pour crÃ©dibiliser le systÃ¨me statistique burundais ; car, il y a un hic en la demeure. C'est pourquoi, il s'avÃ¨re urgent d'harmoniser, non seulement la mÃ©thodologie de collecte des donnÃ©es statistiques, mais aussi fignoler le systÃ¨me en faisant en sorte que les diverses institutions intÃ©ressÃ©es de prÃ¨s ou de loin sur la question statistique, travaillent en Ã©troite concertation en fournissant des informations recoupÃ©es et Ã mÃªme d'Ã©viter toute confusion au niveau des utilisateurs des donnÃ©es statistiques", a-t-il fait remarquer. Il a relevÃ© Ã©galement comme "grave lacune" le manque de services statistiques opÃ©rationnels dans la plupart des ministÃ¨res burundais. "Pour le moment, sur les vingt ministÃ¨res, seulement trois, sont dotÃ©s des services opÃ©rationnels en collecte statistique", a-t-il signalÃ©. Les derniÃ¨res recommandations de la Commission de l'Union Africaine (UA), a-t-il rappelÃ©, demandent aux Etats africains d'allouer au moins 0,15% du budget aux activitÃ©s statistiques. Il a dÃ©plorÃ© Ã©galement qu'au Burundi tout comme sous d'autres cieux africains, "la plupart des activitÃ©s soient accomplies sous l'impulsion des partenaires techniques et financiers, selon leurs intÃ©rÃªts du moment". M. Ndayishimiye a dÃ©plorÃ© aussi la rÃ©ticence Ã donner l'information statistique au Burundi ; une situation qui serait liÃ©e Ã faible niveau de culture statistique des Burundais. "Les enquÃªtÃ©es ne coopÃ¨rent pas. Certains responsables des entreprises ou les chefs de mÃ©nages ne coopÃ¨rent pas pour donner l'information. Or, les statistiques contribuent Ã donner une vraie image de la vie socio-Ã©conomique de notre pays", a-t-il martelÃ©. Ce manque de culture statistique se remarque Ã©galement dans les carences relevÃ©es au niveau de l'utilisation des donnÃ©es dÃ©jÃ existantes, a-t-il affirmÃ© en outre. Rares sont les hommes politiques burundais qui sont imprÃ©gnÃ©s d'une culture de redevabilitÃ©, avec des rÃ©flexes d'illustrer leurs discours politiques avec des donnÃ©es des chiffrÃ©es, a-t-il soulignÃ©. "Les effets pervers de cette situation, est que l'impact de certains discours des hommes politiques burundais, est faible sur le terrain ; car, marquÃ©s par un manque de saveur, le niveau bas de conviction, Ã cause de l'absence d'Ã©lÃ©ments probants et chiffrÃ©s", a-t-il insistÃ©.